

À propos des événements à Hong Kong

Résistance

21 octobre
2014

Les guerres de l'opium sont terminées et Hong Kong restera à la Chine.



Nos médias (les médias du capital, ne l'oublions pas !) adorent les manifestants hongkongais qui, par milliers prétendent-ils, brandissent des parapluies pour exiger la démocratie, la pure, la vraie, l'authentique !

Il paraît que le gouvernement chinois n'est pas d'accord. Il préférerait désigner lui-même les hommes qui dirigeront Hong Kong. Alors, qui a raison, les manifestants ou le gouvernement chinois ? Attention aux réponses un peu trop spontanées !

Nous qui avons l'expérience de cette démocratie dont rêvent, paraît-il, certains Hongkongais, on sait bien que celui qui gagne ce genre d'élection est celui qui a le soutien du capital : la presse lui passe la soupe tous les jours, les sondeurs expliquent qu'il est incontournable et les experts montrent que son programme est vraiment tout ce qu'il y a de plus raisonnable. En somme, le vainqueur est celui qui dispose de grosses sommes d'argent attribuées à sa campagne par ceux qui en disposent, et qui comptent avoir comme « élus » des gens qui prendront soin de leurs intérêts !

On l'a bien vu en France en 2007 lorsque la presse, les sondeurs et les experts ont largement contribué à promouvoir Nicolas Sarkozy. Les mêmes, en 2012, ont soutenu François Hollande ! On constate (comme c'est surprenant !) que l'un et l'autre mènent des politiques relevant de la même stratégie... en faveur du capital !

Dans le cas particulier de Hong Kong, on remarque que la méthode employée par les manifestants se rapproche des « révolutions orange » : une revendication soi-disant démocratique, un emblème simple à reconnaître (ici, les parapluies) et l'occupation permanente d'un lieu central.



Le gouvernement chinois et les Hongkongais ont bien repéré ce qui se tramait. [La main étasunienne et britannique ne fait aucun doute](#) ! Cette revendication « démocratique », si elle était effectivement mise en œuvre, aurait en effet comme conséquence à court terme de séparer Hong Kong de la Chine, et de revenir sur l'accord de rattachement de 1997.

Car si on parle auourd'hui de rattachement, c'est qu'il y avait auparavant séparation : pendant [les guerres de l'opium](#) au milieu du XIXème siècle, les puissances coloniales avaient obligé le gouvernement chinois de l'époque à concéder des territoires à leur profit exclusif, sous forme de bail de long terme. C'est ainsi que Hong Kong, territoire chinois, est devenu britannique. À l'époque, les Chinois ont parlé de « traités inégaux », dont fait partie le [traité de Nankin](#).

Les Britanniques pensaient bien que Hong Kong leur appartenait toujours. Mais, au terme de ce long bail centenaire, le gouvernement chinois a fait valoir ses droits et signifié à la Grande-Bretagne qu'il ne serait pas renouvelé : Hong Kong allait redevenir une terre chinoise, gouvernée par la Chine.

La République populaire de Chine et le Parti communiste chinois avaient bien préparé l'affaire : pour convaincre les Britanniques de ne pas faire d'histoire et apaiser les craintes de l'économie hongkongaise, l'accord proposé se résumait en : « *un pays, deux systèmes* » (c'est d'ailleurs la même proposition que fait la Corée du Nord à la Corée du Sud depuis 1953 : « *un pays, deux système* »).

L'économie de Hong Kong relève donc d'un système capitaliste, sous contrôle de Pékin. Hong Kong n'est donc pas « un pays indépendant » : c'est une province chinoise, mais administrée de façon très spécifique.

Il est certain que la Chine n'envisage pas un instant de revenir en arrière. Les guerres de l'opium sont bel et bien terminées et Hong Kong restera à la Chine.

Le gouvernement chinois a donc expliqué que le futur gouverneur de Hong Kong sera élu par les habitants du territoire. Cependant, les candidats ne pourront pas être des hommes sous influence faisant campagne avec des financements étasuniens et britanniques : Pékin propose donc des candidats qui portent le principe simple, mais complexe : « *un pays, deux systèmes* »...

Ce type de filtre est-il légitime ? Oui, parce que le « laisser-faire » favorise de fait la fortune, l'argent de l'étranger anglo-saxon, et, dans le cas particulier de Hong Kong, aurait pour but une nouvelle séparation.

On aura remarqué que le gouvernement chinois traite l'affaire par la négociation et un usage prudent des forces de police. Mais il ne cède pas. L'humiliation des traités inégaux du XIXème siècle n'est pas oubliée ! Aujourd'hui, la Chine a réglé les questions de frontières avec la plupart de ses voisins, en particulier la Russie. Reste la question de Taïwan et celles, en suspens, avec le Japon et le Vietnam.

Il y a là une tentative manifeste des États-Unis de déstabiliser la Chine. Il y en aura d'autres, soyons-en certains. N'accordons aucun crédit à ces manœuvres !

D.R.

»» <http://www.resistance-politique.fr/article-a-propos-des-evenements-a-h...>